



Colloque Contradictions urbaines

14 et 15 juin 2023

Appel à communications

Les contradictions urbaines de la participation

Cette nouvelle édition du colloque « Contradictions urbaines » organisée par l'UMR LAVUE interroge ce que font les expériences participatives aux objets et aux terrains des chercheurs qui appréhendent l'urbain comme un marqueur central des transformations des sociétés.

À la fois tributaire d'injonctions et de procédures inscrites dans la législation, mais aussi façonné par des mouvements collectifs décidés à entrer dans le débat public, l'exercice de la participation fait face à des sociétés et à des espaces qui limitent, favorisent ou font bifurquer sa mise en œuvre.

Pour le LAVUE, la participation représente une problématique transversale ayant évolué ces dernières années, sous l'effet de recherches qui concernent la coconstruction des phénomènes urbains et des démarches permettant de produire de la connaissance et des apprentissages partagés. Les thèmes retenus pour ce colloque s'inscrivent dans cette double perspective.

Il s'agira moins d'aborder la participation en tant que telle, que de partir d'un certain nombre de problématiques sociétales pour les questionner à l'aune de l'évolution des enjeux et des pratiques participatives dans les processus de fabrication de l'urbain. Ce colloque s'intéressera ainsi aux modalités et à la portée socio-spatiale de ces dynamiques collectives, entre échecs et innovations, au regard d'un ensemble d'impératifs contemporains : lutte contre les inégalités, transition écologique, démocratisation de l'action publique, etc. Il sera l'occasion d'examiner les tensions et les contradictions urbaines de la participation qui naissent au croisement des différentes formes de domination et de défiance, de résistances et de mobilisations.

Cet appel à communications s'adresse à toutes les approches disciplinaires ou interdisciplinaires.

Les propositions sont attendues pour le 10 janvier 2023. Elles sont à transmettre à l'adresse suivante : colloque.lavue@gmail.com

Format des propositions :

Un intitulé, un résumé d'environ 5.000 caractères (espaces comprises), entre 4 et 8 mots-clés, quelques références bibliographiques et les indications suivantes pour les auteur.es : nom, prénom, statut, équipe de recherche, établissement d'exercice, e-mail.

Réponse aux auteur.e.s : Fin janvier 2023

Comité d'organisation :

Véronique Biau, Jérôme Boissonade, Sabrina Bresson, Grégory Busquet, Yasmina Dris, Marie-Anne Germaine, Frédéric Landy, Monique Poulot, Jodelle Zetlaoui-Léger

Les propositions de communication pourront s'inscrire dans l'un des questionnements suivants :

1. Comment le champ de la participation contribue aujourd'hui à réactualiser, à éclairer les tensions et les contradictions ?

1.1. Entre questions urbaine, sociale et environnementale :

Le couple « question urbaine et question sociale » a largement nourri la recherche au LAVUE. Les initiatives participatives dans le cadre des politiques de rénovation urbaine des quartiers populaires – ou celles conquises sur ces mêmes espaces pour que ces transformations ne se fassent « pas sans nous » ou qu'elles se fassent au nom d'un « Droit à la ville » – rappellent les liens étroits qu'entretiennent les dynamiques participatives avec le glissement de la question sociale à la question urbaine. Celui-ci dure depuis le XIX^e siècle mais s'est accéléré depuis les années 1970 au sein de l'action publique et des mouvements sociaux. Aujourd'hui, la question environnementale, notamment, rebat les cartes du rapport dialectique entre ces deux catégories. L'impératif participatif, en favorisant cette spatialisation de la question sociale à des échelles restreintes, a joué un rôle essentiel dans le transfert sur les populations de la charge morale liée à l'enjeu écologique, y compris dans les quartiers populaires.

L'apparition de la question environnementale a été interprétée par certains comme un moyen de réorganiser le système économique, les instances politiques et différentes formes de pouvoir. Les institutions ont en effet délégué progressivement la gestion de la crise environnementale aux acteurs économiques. Cependant, on peut considérer que le développement durable, de manière générale, et la ville durable en particulier, s'inscrivent dans un mouvement de longue durée qui voit la territorialisation de l'action publique aboutir, par le biais des politiques de transition, à son « environnementalisation ».

L'institutionnalisation de la gouvernance participative par la ville durable semble avoir accentué la difficulté, pour les acteurs urbains, de prendre en compte les expériences différenciées des individus qui y vivent. Elle fragilise ainsi les démarches de transition et les dispositifs participatifs mis en œuvre en son nom, comme réponse aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux rencontrés par les populations dans les lieux où elles travaillent, les quartiers où elles habitent et les milieux où elles vivent.

Que se passe-t-il lorsque l'espace et les territoires sont considérés comme le milieu « naturel » du concernement social ? Quel statut pour l'espace aujourd'hui dans les démarches participatives et les recherches qui y sont associées ? Les expériences de participation, quelle que soit leur forme, ont toutes à voir, en effet, avec des milieux qui contribuent à leur émergence et sont susceptibles de les porter. Dans un contexte caractérisé par la tension entre l'urgence de la transition écologique/climatique/énergétique et la nécessité exprimée d'accompagner celle-ci de démarches participatives (concertation, participation, mobilisation), quelles échelles de temps guident les actions menées et avec quelle portée socio-spatiale ? L'exigence de ce lien entre participation et question environnementale est apparue notamment lorsque, en France, la Convention citoyenne pour le climat s'est émancipée du cadre destiné à la contraindre – notation de la réponse gouvernementale à ses propositions ou mise en place d'un groupe pérenne chargé de veiller à la réalisation de ses propositions. L'importance de cette articulation s'est aussi manifestée en 2018, lorsque les Gilets jaunes ont porté une démocratie directe des ronds-points. Dans quelle mesure ces nouvelles impertinences démocratiques ont-elles déstabilisé les imaginaires participatifs qui avaient été patiemment construits par les chercheurs et les militants pour envisager des devenirs urbains ?

1.2. Entre logiques urbanistiques et institutionnelles descendantes, et dynamiques citoyennes

Il s'agit ici de réinterroger l'opposition *top down / bottom up* qui reste une grille d'analyse couramment mobilisée par la littérature scientifique en dépit du souhait de la dépasser et d'expériences observées qui la complexifient. Alors même que la reconnaissance de la place des

citoyens ordinaires comme parties prenantes semblait avoir clarifié la nature des acteurs et des individus susceptibles d'être conviés ou engagés dans des démarches participatives, les retours autoritaires réactivent les rapports de pouvoir et font vaciller les expérimentations démocratiques nouvelles, témoignant ainsi des trajectoires non linéaires des processus participatifs.

Imposées lors des événements internationaux ou des grands projets ou par le biais des classements (UNESCO, Monuments historiques, etc.), les régulations urbaines ou patrimoniales mettent en évidence le rôle de la puissance publique dans le refus de toute participation susceptible de construire un devenir partagé. Cette imposition, qui remet en cause un idéal participatif que l'on croyait déjà bien inscrit dans nos sociétés démocratiques et urbaines, rappelle les jeux de pouvoirs en permanence à l'œuvre dans une gouvernance socio-spatiale toujours en construction. Mais qu'advient-il lorsque l'espace dans lequel on vit mais catégorisé par les institutions, ne nous appartient pas ?

Ces confrontations entre espace du quotidien et entreprises de légitimation produisent des micro-divisions sociales qui sont régulièrement réactivées dans les processus participatifs, particulièrement sensibles aux éléments de contexte (crises urbaine, politique, économique, pandémie, situations de conflits). Ces crises interrogent régulièrement la légitimité de l'expérimentation, les rapports entre engagement individuel et formes d'action collective. Comment dans un tel contexte, un « agir ensemble » peut-il se construire, en termes d'apprentissages réciproques, de circulations des savoirs et des modèles ? Que produisent-ils ensemble ? Pour quels effets urbains, en tant que résultats communs, qui puissent être mobilisés dans le champ académique autant que dans des sphères professionnelles, militantes, habitantes ?

2. Que font les circulations des savoirs et des modèles participatifs...

2.1. ... aux relations entre les Suds et les Nords ?

Les programmes de développement dans le monde rural, qui s'affichent comme pionniers de la participation (associations d'irrigants, *Self-Help Groups* en Asie du Sud), les corridors de croissance agricole soutenus par la Banque Mondiale et la NASAN (Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition) interrogent la circulation des modèles participatifs, condition de financement des grands bailleurs internationaux, et leur ré(interprétation) : combien de « cases à cocher », quel niveau d'évaluation pour cette mise en œuvre d'une participation dite modèle ? La participation institutionnalisée s'est-elle vraiment inscrite au sein des lieux de la gouvernance locale ? La participation institutionnalisée s'est-elle vraiment inscrite dans la gouvernance locale ? Comment s'effectue le « grand partage » avec les ONG si l'État, trop incompetent ou corrompu dans nombre de pays du Sud, tente d'être contourné par bien des « acteurs du bas » ?

Inscrit dans la filiation des études conduites à une micro-échelle par le LAVUE, ce sous-thème part des pratiques et idéologies de la participation en allant de la campagne ordinaire à la métropole et ses périphéries, en insistant sur les approches empiriques de la participation pour dépasser le cloisonnement des catégories Nord et Sud. Son angle porte une attention spécifique aux échanges d'expériences, relayées par un ensemble de réseaux (ONG, associations, etc.) plus ou moins institutionnalisés et étayés par une sphère de plus en plus visible de l'intermédiation. Une interrogation finale traverse ce thème : que font les pratiques de co-production à la participation ? Quelle est l'inspiration du *community développement* et des autres univers de référence prenant en compte ou s'appuyant sur la force des habitants, sur le pouvoir d'agir par délégation ou en complète autonomie ? N'y a-t-il pas un risque, dans les injonctions à participer, d'oublier au Sud l'existence de profondes hiérarchies sociales et de modes de gouvernance plus brutaux et inégalitaires qu'au Nord et, du coup, de renforcer par la participation des inégalités et des injustices ? Il y a lieu d'un examen critique de la circulation de ces modèles et de leur reformulation européenne à travers le « pouvoir d'agir ».

2.2. ... aux dynamiques d'agrarisation de la ville ?

Les projets d'agriculture de proximité conduits par les villes, ceux des écoquartiers intégrant l'activité agricole souffrent du défaut d'interconnaissance des environnements urbains et ruraux par les acteurs qui en sont parties prenantes. Servant de prétexte comme vitrines « vertes » pour répondre aux injonctions environnementales, l'agriculture ou le jardin cultivé peinent, de ce fait, à résister au temps.

La circulation des modèles, là encore, et les expériences participatives associées questionnent les déterminants spatiaux que sont l'urbain et le rural. Doit-on en finir avec ces catégories, ou au contraire les considérer comme efficaces pour mettre en dialogue des marchés fonciers, des codes de lois *a priori* étanches mais qui entrent progressivement en résonance dès lors que le rural s'urbanise et que la ville s'agrarie ? Les porosités entre ces univers s'établissent, non sans heurts et les moments participatifs jouent comme des scènes de construction d'une montée en compétences croisées, comme en témoignent les PAT (Projet Alimentaire Territorialisé) et les mouvements zadistes autour de l'élaboration de contre-projets urbains.

Le retour de la campagne en ville intéresse de nombreux acteurs urbains, des collectivités aux habitants en passant par les aménageurs. Ils n'en ont pour autant pas la même conception. C'est pourquoi ici et là des habitants et des associations se mobilisent pour demander plus de démocratie participative et mieux protéger les terrains encore non bâtis. Souvent mal entendus, ils recourent aux médias, à la justice et, de plus en plus souvent, à des actions de blocage et d'occupation afin de forcer les pouvoirs publics et les promoteurs à respecter leurs demandes. C'est toute une expertise citoyenne qui se construit à l'interface d'acteurs, de la ville et du monde agricole, peu rompus à de véritables transactions.

3. Comment les acteurs affrontent-ils les contradictions entre néolibéralisation de l'urbanisme et idéal participatif ?

3.1. Entre soutien aux initiatives citoyennes et dérégulation opérée par la puissance publique dans les politiques urbaines

Depuis une vingtaine d'années, les pouvoirs publics ont massivement recours à des dispositifs participatifs variés, notamment dans la production et la gestion de l'habitat, des espaces de proximité, des documents de planification ou de projets relevant de la transition environnementale. Du fait de l'alliance de plus en plus forte entre les grands opérateurs technico-économiques et le pouvoir politique, la question de la portée des démarches participatives est posée : permettent-elles de produire des alternatives ou sont-elles au contraire un opérateur puissant de la diffusion de la rationalité néolibérale en matière de production et de gestion urbaine ?

Nombre d'initiatives citoyennes semblent se substituer à des services relevant traditionnellement des politiques publiques. Qu'en est-il de ces initiatives dans des contextes qui souffrent d'un manque de ressources pour les soutenir ? Au contraire, qu'en est-il de l'utilité sociale des projets dans des démarches animées par des catégories aisées ?

De plus en plus, les pouvoirs publics s'appuient sur de nouvelles formes d'intermédiation pour opérer l'interface entre leurs objectifs et les habitants qu'ils cherchent à impliquer ou à accompagner dans le cadre de ces transformations socio-spatiales. Il s'agit aujourd'hui d'interroger ces pratiques d'intermédiation émergentes. Comment leur nature, leurs modalités et leur sens politique ont-ils évolué ? Peuvent-ils être interprétés dans le cadre contemporain de « l'urbanisation du néolibéralisme » ? Dans quelle mesure la posture de médiateur, qu'elle soit portée par un individu ou un collectif, est-elle choisie ou subie et qu'advient-il si cette figure disparaît ? Comment les intermédiaires positionnent-ils leur rôle et l'impact de leur action sur l'ordre socio-spatial ? Autour de quelles normes et valeurs structurent-ils le sens de leur intervention ? Comment font-ils face aux

contradictions qui apparaissent dans l'exercice de leurs fonctions ? Comment ces pratiques d'intermédiation sont-elles vécues par les citoyens qu'elles concernent ?

3.2. Entre dynamiques coopératives et logiques concurrentielles

Dans le contexte de la ville néolibérale, les pouvoirs publics et certains opérateurs n'hésitent plus, depuis le début des années 2010, à présenter les démarches participatives comme vectrices d'innovations. Des groupes de citoyens, des porteurs de projet issus de la société civile (collectifs d'habitants, Groupes d'Action Locale, associations) se trouvent associés à des démarches engagées à ce titre : Appels à Manifestation d'Intérêt, dispositifs d'urbanisme transitoire, permis d'expérimenter, permis de végétaliser, permanence architecturale... Quelles compétences leur reconnaît-on ? Dans quelle mesure, sur quels objets et dans quelles temporalités se mettent effectivement en place des processus de coproduction avec des praticiens ?

Quelles nouvelles figures professionnelles et formes de professionnalités ont émergé ces dernières années pour accompagner ces démarches ?

Comment se positionnent, collaborent ou entrent en concurrence praticiens du cadre bâti et experts du « marché de la participation », sachant qu'une partie de ces derniers n'a pas de compétences sur les problématiques spatiales ? Quelles compétences, méthodes ou outils mobilisent les uns et les autres, pour valoriser la spécificité ou l'originalité de leurs modes d'intervention ? Comment ont évolué les exigences des maîtrises d'ouvrage à cet égard ?

Les politiques budgétaires, les baisses des dotations aux collectivités et les dispositions réglementaires qui les ont accompagnées – comme celles de la loi Elan en 2018 – ont conduit à un affaiblissement de la maîtrise d'ouvrage publique au cours des dix dernières années. Ce phénomène interroge la défense de l'intérêt public dans des projets qui donnent lieu à des transferts de responsabilité de plus en plus précoces vers des acteurs privés. Il fragilise également les modalités d'implication des habitants dans des procédures parfois peu propices à la transparence. Bien que les savoirs, les savoir-faire ou les valeurs d'usages soient présentés comme centraux dans les discours qui accompagnent des dispositifs tels que les Appels à Projets Urbains Innovants, comment peut résister cette intention face aux exigences de rentabilité et de profit des investisseurs privés désignés comme mandataires de ces opérations ?

Bibliographie

Aspe C., Jacqué M., 2012, Environnement et société. Une analyse sociologique de la question environnementale, Éd. MSH, Éd. Quæ.

Awan, N.; Schneider, T., Till, J., 2011, *Spatial Agency: Other Ways of Doing Architecture*, London Imprint Routledge.

Bacqué M.-H., Demoulin J., 2021, 'Jeunes de quartier : un projet collectif de recherche', Collectif Pop-Art, *Jeunes de quartier : le pouvoir des mots : un abécédaire participatif*, Caen, C&F Editions, pp. 7-15. URL : <https://jeunesdequartier.fr/pages/jeunes-de-quartier-un-projet-collectif-de-recherche>.

Bacqué M.-H., Biewener, 2013, *L'empowerment. Une pratique émancipatrice ?* La Découverte.

Bacqué M.-H., Gauthier M., 2011, 'Participation, urbanisme et études urbaines', *Participations. Démocratie et participation : un état des savoirs*, n°1, Bruxelles, De Boeck.

Biau, V., 2020, *Les Architectes au défi de la Ville Néolibérale*, Eupalinos/A+U, Parenthèses.

Blache A., 2020, 'De la « *Fortress Conservation* » aux nouveaux modèles de gestion participative de la biodiversité en Tanzanie », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [Online], Volume 20 numéro 1 | mai 2020, URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/27524> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/vertigo.27524>

Baron C., Bonnassieux A., 2013, 'Gouvernance hybride, participation et accès à l'eau potable. Le cas des associations d'usagers de l'eau (AUE) au Burkina Faso', *Annales de Géographie*, n°693, Sept.-October, pp. 525-548

- Bénil-Gbaffou C, Charlton S, Didier S, Doerman K., dir., 2019, *Politicising Community-Oriented Research - Lessons from Yeoville Studio, Johannesburg*. Eds., Johannesburg, Wits Press University Press.
- Boissonade J., 2018, 'De la question urbaine à la question environnementale. Et de ses conséquences sur la gouvernance des villes', *Europe en mouvement : lieux, passages (Cerisy à Berlin, Berlin à Cerisy)*, Asholt W., Calle-Gruber M., Heurgon E., Oster-Stierle P. (dir.), Editions Hermann, Paris, pp.149-167
- Boissonade J., 2015, *La ville durable controversée. Les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*, Editions Petra, Paris.
- Carrel M., 2013, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Éditions.
- Charles S., 2020, *L'élu, le praticien, le citoyen, chroniques urbaines. L'expérience du projet urbain participatif dans les petites villes*, Comue Hesam.
- Deboulet A., Douay N., Dupont V., Gangneux-Kebe J. et Rassat F., 2020, 'Des pratiques urbaines ordinaires aux mobilisations citoyennes' Adisson F., Barles S., Blanc N., Coutard O., Frouillou L. dir., *Pour la recherche urbaine*, Paris, CNRS Éditions (coll. « Espaces et milieux »), pp. 243-263
- Deboulet A., Lafaye C., 2018, 'Une pédagogie impliquée. Les défis d'une coopération citoyenne sur les enjeux urbains', *Sociologies pratiques*, n°37, 2018/2.
- Deboulet A. Nez E., dir., 2013, *Savoirs citoyens et démocratie participative dans la question urbaine*, Presses Universitaires de Rennes.
- Demoulin J., Bacqué M.-H., 2019, *Les conseils citoyens, beaucoup de bruit pour rien ?*, *Participations*, 2019/2, De Boeck, pp. 5-25. <https://www.cairn.info/revue-participations-2019-2-page-5.htm>
- Demoulin J., 2016, *La gestion du logement social. L'impératif participatif*. Presses Universitaires de Rennes.
- D'Orazio, A., 2017, *S'associer pour habiter et faire la ville : de l'habitat groupé autogéré à l'habitat participatif en France (1977 – 2015) : exploration d'un monde en construction*. Thèse de doctorat : Université Paris Nanterre.
- Douay, Nicolas, et Maryvonne Prévot. 2016., 'Circulation d'un modèle urbain « alternatif »? Le cas de l'urbanisme tactique et de sa réception à Paris'. *EchoGéo*, n° 36 (juin). <https://doi.org/10.4000/echogeo.14617>.
- Dris Y., 2020, *L'exercice de la programmation architecturale et urbaine au prisme de la participation citoyenne : quelles évolutions professionnelles ?*. Thèse de doctorat, Hesam Université.
- Ernwein M. et Salomon-Cavin J., 2014, 'Au-delà de l'agrarisation de la ville : l'agriculture peut-elle être un outil d'aménagement urbain ? Discussion à partir de l'exemple genevois', *Géocarrefour*, 89/1-2 , 31-40.
- Faburel Guillaume, 'Développement durable et territorialisation de l'action urbaine en France', in Dorier-Apprill Elisabeth (sous la dir. de), 2006, *Ville et environnement*, Paris, Sedes, pp. 101-106.
- Fawaz, M., 2017, 'Planning and the refugee crisis: Informality as a framework of analysis and reflection'. *Planning Theory*, 16(1), pp. 99–115
- Galuszka, J., 2018, 'What makes urban governance co-productive? Contradictions in the current debate on co-production'. *Planning Theory*, DOI: 1473095218780535.
- Gauthier Y., 2019. « "Devenir quelqu'un". (Re)valorisation de l'identité sociale par les bénéfices symboliques de l'engagement participatif », *Participations*, 24, 111-137.
- Harvey David, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, 2011.
- Leonet J., 2018, *Les concepteurs face à l'impératif des projets urbains durables : le cas des écoquartiers en France*. Thèse de doctorat. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02084055/document>
- Lipietz, B., Newton, C., 2016. 'Pedagogy for « real change »: the DPU/ACHR partnership'. In Deboulet, A. dir., *Rethinking precarious neighborhoods*. Paris: AFD.
- Macaire E., 2015, 'Collectifs d'architectes. Expérimenter la coproduction de l'architecture », *Les Mondes de l'architecture, Lieux Communs - Cahiers du LAUA*, n°17, Ensa.
- Meunier F., Redoutey E., Zetlaoui-Léger J., 2018, 'Appels à Projets Innovants - Concours de programmes ou de programmation ?', *Urbanisme* n°410, pp. 8-10. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01941377>
- Moretto, L., Ranzato, M., dir., 2018, *Co-producing Water, Energy and Waste Services*. London: Routledge.
- Nez H., 2015. *Urbanisme : la parole citoyenne*, Lormont, Le Bord de l'Eau.
- Nonjon, Magali, et Alice Mazeaud. 2017. 'The Participatory Democracy Market in France' in la direction de Laurence Bherer, Mario Gauthier, et Louis Simard, dir., *The Professionalization of Public Participation*. 40-64. New York : Routledge.

Pinard J. & Morteau H., 2019, 'Professionnels de l'occupation temporaire, nouveaux acteurs de la fabrique de la ville ? Du renouvellement des méthodes en urbanisme à l'émergence de nouveaux métiers', *Revue internationale d'urbanisme*, n°8, URL : <http://www.riurba.review/Revue/professionnels-de-loccupation-temporaire-nouveaux-acteurs-de-la-fabrique-de-la-ville-du-renouvellement-des-methodes-en-urbanisme-a-lemergence-de-nouveaux-metiers/>

Pinson G., 2020. *La ville néolibérale*, PUF.

Poulot M. et al., 2021, 'L'engagement militant dans la recherche en agriculture urbaine. Réflexions sur le contexte français au miroir du *scholar activism* nord-américain', *Natures Sciences Sociétés*, vol. 29, no. 3, 288-298.

Ramau, "L'implication des habitants dans la fabrication de la ville. Métiers et pratiques en question", *Cahiers Ramau* 6, 2013.

Rio, N., Josso, V., Gréco, I., "Réinventer" les villes : Effet de mode ou vraie transformation ? , PUCA, 2019.

Rollot M., 2018, L'hypothèse collaborative: conversation avec les collectifs d'architectes français, Editions Hyperville, Marseille, France.

Tonnelat, S., 2021, 'Comment le Triangle de Gonesse devint une ZAD. L'improbable devenu nécessaire', *Métropolitiques*. URL : <https://metropolitiques.eu/Comment-le-Triangle-de-Gonesse-devint-une-ZAD.html>

Walker, J. H., Frediani, A. A., & Trani, J. F., 2013, 'Gender, difference and urban change: Implications for the promotion of well-being?', *Environment and Urbanization*, Vol 25(1), 111–124.

Zetlaoui-Léger J., Macaire E., Tcherkassky C., 2022, 'Architect Collectives and the Coproduction of Places in the "Grey Zones" of Urban Development Planning : The Educational Institution as a Mediation Framework', Special Issue 'Contemporary Issues in Participatory Architecture', *Architecture* 2, Mdpi, 67–94. <https://www.mdpi.com/2673-8945/2/1/5>

Zetlaoui-Léger J., Fenker M., Gardesse C., 2015, 'Concertation et mobilisations citoyennes dans les projets d'écoquartiers français. Panorama d'ensemble et essais de typologie', in Mermet L., Salles, D. dir., *Environnement, la concertation apprivoisée, contestée, dépassée ?* Éditions De Boeck, Bruxelles, 209-231. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01810498>

Zetlaoui-Léger J., 2022, 'Urbanisme participatif', *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*. <https://www.dicopart.fr/urbanisme-participatif-2022>

Et... la Revue Participations, Éditions De Boeck, articles accessibles via : <http://www.revue-participations.fr/liste-numeros/>

Le Dictionnaire Critique et interdisciplinaire de la participation (éditions 2013 et 2022) : <https://www.dicopart.fr/>